

En bref

Le 2^e trimestre est particulièrement doux et très ensoleillé. Les pluies sont hétérogènes, excédentaires dans les départements côtiers et insuffisantes dans les autres, en particulier en Mayenne et Sarthe.

Les rendements en céréales à paille sont attendus globalement décevants et très hétérogènes : corrects dans les parcelles semées tôt et dans des sols profonds ; faibles dans les parcelles semées tardivement, notamment en sols hydromorphes. L'abondance des disponibilités et les conséquences économiques de la pandémie de la covid-19 déterminent les marchés des céréales et des oléoprotéagineux. Les cours du blé s'orientent à la baisse ; ceux du maïs et du colza, en recul au premier trimestre, se stabilisent. Les expéditions de fruits et légumes se déroulent plutôt sereinement dans ce contexte sanitaire si particulier. Les volumes échangés et les prix au départ des stations d'expédition des produits phares de la région sont à des niveaux satisfaisants. La grande distribution joue le jeu de la préférence française, qui est bien suivie par les consommateurs, au-delà même des espérances. Après avoir atteint des niveaux élevés pendant le confinement, les cours reprennent progressivement des niveaux plus classiques. Au cours du trimestre, le travail dans les vignes est d'autant plus actif que la vigne est en avance. Côté marché, l'impact est très important car le confinement prive momentanément les viticulteurs des ventes directes, des Cafés, Hotels, Restaurants et de l'export. De même, l'essentiel de la production de brins de muguet n'est pas récolté, les fleuristes étant fermés en raison du confinement. La filière horticole est particulièrement impactée par la réduction des débouchés.

Pour le secteur animal, la covid-19 et les mesures de confinement perturbent les marchés à partir de la fin du premier trimestre. Les prix des bovins sont souvent mis sous pression. Avec le déconfinement progressif en Europe, les cours des vaches remontent avec la perspective de réouverture des fastfoods et plus généralement de la restauration hors domicile (RHD). En revanche, les prix des jeunes bovins restent sous pression, avec des retards de sorties, en France notamment. La demande italienne pour les brouillards reste parallèlement présente jusqu'en mai, face à une offre française restreinte. Le marché du veau de boucherie est très encombré. Souvent impactés en avril et mai, les volumes de bovins abattus progressent en fin de second trimestre.

Le prix payé au producteur recule et des incitations à la réduction de la production de lait sont mises en place.

Les cotations porcines reculent en continu durant le 2^e trimestre. Les abattages de porcs augmentent peu dans la région. La situation financière des éleveurs se dégrade. Le commerce extérieur français des viandes de porc est bien orienté mais souffre de la concurrence. La consommation des ménages est au beau fixe et la réouverture des restaurants est un signe positif.

Au second trimestre, comme au premier, la production régionale de volailles de chair est en baisse. Les abattages reculent pour toutes les espèces, sauf pour les dindes. Les filières canards, pintades, lapins, cailles et pigeons restent très impactées. Après les hauts niveaux de mars à mai, les cotations des œufs reviennent à la normale. Plus d'une poule sur deux est désormais élevée en élevage alternatif.

A la une

Plan de relance

Après les mesures d'urgence ayant accompagné les exploitations et entreprises pendant la période de crise, le Gouvernement a annoncé son plan de relance. Celui-ci comprend des mesures transversales disponibles pour tous les secteurs, donc aussi pour le monde agricole, agro-alimentaire et forestier : mesures pour l'apprentissage, aides à l'innovation, renforcement de fonds propres, baisse des impôts de production, aides à l'export... Le plan comprend également un volet spécifique agricole articulé autour de trois axes majeurs : accélérer la transition agro-écologique, renforcer la souveraineté alimentaire, adapter l'agriculture et la forêt au changement climatique. Il s'agit d'engager au plus vite les mesures afin que les projets financés contribuent rapidement à la reprise économique tout en s'inscrivant résolument dans l'agro-écologie et la lutte contre le changement climatique.

Rentrée scolaire 2020 dans un contexte très singulier

Lire page 4

Sommaire

Contexte météorologique	p. 2	Productions végétales	p. 3	Productions animales	p. 8
Industries agroalimentaires	p. 12				

Contexte météorologique

Avril : ensoleillé, très doux et des pluies hétérogènes

Dans la foulée du mois de mars, le mois d'avril est très ensoleillé. Les cumuls de précipitations sont très disparates sur la région et les pluies interviennent essentiellement en 2 ou 3 courtes périodes. Sous l'influence de l'anticyclone, une grande partie du mois, les perturbations traversent la région en deuxième partie du week-end pascal, mais également le week-end suivant. Les derniers jours du mois apportent des cumuls très hétérogènes. La pluviométrie est déficitaire en Sarthe et normale à excédentaire pour les départements littoraux.

Sur les premiers jours du mois, quelques gelées sont observées en Sarthe et Mayenne, puis une très belle douceur gagne la région avec les 10 et 11 des températures maximales dignes d'un été (28 °C à Saumur). La température moyenne mensuelle sur les Pays de la Loire est supérieure de près de 4 degrés aux normales de saison (14,2 au lieu de 10,4). Avril 2020 est le deuxième mois d'avril le plus chaud depuis 1945.

Mai : soleil exceptionnel et pluie insuffisante

Les conditions anticycloniques qui prédominent durant le mois de mai favorisent, par rapport à la normale, un temps plus chaud et globalement moins arrosé sur le nord, et plus arrosé sur le sud. Le grand vainqueur reste, sans aucun doute possible, le soleil. Les durées d'insolation sont partout remarquables et des records sont battus par tous les héliographes de la région. Nouveaux records pour les durées d'ensoleillement, mais aussi pour le nombre de journées très ensoleillées. Les épisodes pluvieux sont peu nombreux, ils se sont essentiellement produits sur la première décennie, et notamment lors des précipitations orageuses des 8, 9 et 10. Ces pluies d'intensité très inégale sont très copieuses par endroits (Vendée, Maine-et-Loire). De fortes rafales de nord-est sont enregistrées ; elles dépassent souvent les 60 à 70 km/h, et atteignent même 82 km/h au Corps (53), et près de 78 km/h à Ernée (53) ; des dégâts se produisent localement. Côté thermomètre, les températures sont au-dessus des moyennes, surtout pour les maximales, où l'excédent grimpe souvent jusqu'à 3 degrés.

Juin : très pluvieux et plus frais sur l'ouest de la région

Avec une deuxième décennie très arrosée, la Loire-Atlantique et la Vendée connaissent un mois de juin largement excédentaire en termes de pluviométrie. A l'est de la région, les cumuls sont proches de la normale. Cette différence de pluviométrie impacte les sols, plus secs en Sarthe et Mayenne qu'au bord de l'océan. Pendant plus de 15 jours, les températures maximales sont systématiquement inférieures aux normales, jusqu'à 8 degrés de moins le 11 au centre de la région. Grâce à un début de mois sur la lancée de mai et quelques jours chauds autour du 24, le mois de juin connaît une température moyenne juste à la normale.

Tableau 1		Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours de gel		Insolation (heures et minutes)	
		2 ^e trimestre 2020	Normales 1981-2010 ou Moyennes	2 ^e trimestre 2020		Normales 1981 - 2010 ou moyennes		2 ^e trimestre 2020	Normales ou Moyennes 1981-2010	2 ^e trimestre 2020	Moyennes ou Normales 1981-2010
				Mini	Maxi	Mini	Maxi				
Département											
44	NANTES-BOUGUENAI	197,6	171,0	10,93	21,4	9,6	19,1	17	12	730,2	565h06
49	BEAUCOUZE	153,9	157,7	10,4	21,7	9,3	19,4	19	14	719,1	593h24
53	LAVAL	132,3	168,9	10,1	21,1	8,7	18,8	14	12	711,3	562h48
72	LE MANS	111,7	163,8	10,8	22,1	9,1	19,4	24	19	733,8	594h42
85	LA ROCHE SUR YON	255,7	172,9	11,3	20,9	9,1	19,0	17	13	697	601h36

Source : SRISE à partir de données mensuelles issues de MétéoFrance et Météociel

Grandes Cultures

Des rendements en céréales à paille attendus globalement décevants

Dans la continuité des quinze derniers jours de mars, la première quinzaine d'avril est sèche. Entre la mi-avril et la mi-mai, la douceur du climat et les pluies modérées sont bénéfiques aux sols et à la croissance des cultures.

La période sèche et chaude qui s'installe après le 15 mai impacte le remplissage des grains des céréales d'hiver, en particulier dans les parcelles semées tardivement.

Courant juin, le retour des précipitations, localement importantes, retarde le début de la moisson des orges, qui intervient au cours de la dernière semaine de juin.

Les rendements en céréales à paille sont attendus très hétérogènes : corrects dans les parcelles semées tôt et dans des sols profonds ; faibles dans les parcelles semées tardivement, notamment en sols hydromorphes.

Par rapport au rendement moyen régional 2015-2019, les toutes premières prévisions de la récolte 2020 sont inférieures de 3 quintaux en colza, de 5 quintaux en blé tendre, et de 7 quintaux en orge d'hiver.

Le temps clémente de la deuxième quinzaine d'avril favorise l'avancée rapide

Abondance des disponibilités et incertitudes liées la pandémie de la covid-19 orientent les marchés

Courant avril, le cours du blé progresse nettement. En France, la surface en blé est prévue en forte baisse : - 600 000 ha en un an (- 13 %). Par ailleurs, en lien avec l'incertitude sur l'évolution de la pandémie de la covid-19 et son impact sur l'économie et la logistique mondiales, les pays importateurs, notamment arabes, constituent des stocks de précaution. En mai et juin, le prix du blé chute. Le stock de report des pays exportateurs de blé s'annonce important et la production mondiale de blé est prévue très abondante, voire record. Sur juin 2020, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen -176 €/t- est inférieur de 5 % à celui de mars 2020 -185 €-. Sur la campagne 2019/20, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen -179 €/t- est inférieur de 7 % à son niveau de 2018/19 -192 €- ; il est supérieur de 6 % à son prix moyen quinquennal -168 €/t-.

En avril, la récolte mondiale de maïs est prévue très abondante : le cours du maïs se replie. En France, du fait de

Tableau 2 - Prévisions de récolte en Pays de la Loire au 1^{er} juillet 2020 - récolte 2020 -

Cultures	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Évolution 2020/2019	Production (1 000 q)	Évolution 2020/2019	Évolution 2020/2019
Céréales : 629 030 ha dont						
Blé tendre	308 060	-21 %	64	-18 %	19 716	-35 %
Orge d'hiver	64 170	-13 %	58	-19 %	3 722	-30 %
Orge de printemps	20 870	254 %	50	-23 %	1 044	172 %
Triticale	29 000	-14 %	57	-11 %	1 653	-23 %
Blé dur	19 070	-17 %	58	-23 %	1 106	-35 %
Avoine	4 500	-3 %	55	-8 %	248	-11 %
Maïs grain *	141 350	29 %	-	-	-	-
Oléoprotéagineux : 153 840 ha dont						
Colza	66 820	-1 %	29	-12 %	1 938	-13 %
Tournesol	56 650	73 %	-	-	-	-
Pois protéagineux	17 920	73 %	34	-19 %	609	40 %
Maïs fourrage	315 800	13 %	-	-	-	-

Source : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

Les surfaces sont provisoires dans l'attente des données PAC 2020

* **Maïs grain** : dont environ 16 000 ha de maïs grain humide ; évolution de la surface globale grain + fourrage : + 18 %

des semis de maïs et de tournesol, qui s'achèvent fin mai. De fréquents dégâts d'oiseaux, parfois importants, sont observés ; des resemis sont nécessaires.

sa meilleure compétitivité par rapport au blé, le maïs est demandé par les fabricants d'aliments pour animaux ; le cours du maïs progresse légèrement en mai et juin. Sur juin 2020, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux -157 €/t- est inférieur de 1 € à celui de mars 2020. Sur la campagne 2019/20, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux -160 €/t- est inférieur de 4 % à son niveau de 2018/19 -166 €/t- ; il est supérieur de 4 % à son prix moyen quinquennal -154 €/t-.

Sur ce trimestre, le cours du colza évolue peu. Stable en avril par rapport à son cours de mars, il se replie ensuite légèrement en mai. La production de colza et de canola (variété de colza cultivée au Canada) est prévue en recul sensible dans l'hémisphère nord. Cependant, liée aux conséquences de la pandémie de la covid-19, la baisse de la consommation mondiale d'oléoprotéagineux, tant en biocarburants qu'en alimentation animale, impacte les marchés du soja et du colza. La hausse de la demande chinoise de graines de soja en juin entraîne une petite hausse du cours des graines oléoprotéagineuses. Sur juin 2020, le cours moyen du colza rendu Rouen -362 €/t- est égal à celui de mars 2020. Sur la campagne 2019/20, le cours moyen du

Les pluies de juin sont bénéfiques au développement des cultures d'été.

colza rendu Rouen -378 €/t- est supérieur de 5 % à son niveau de 2018/19 et à son prix moyen quinquennal -360 €/t-.

Campagne 2019/20 correcte de chargements portuaires

Entre avril et juin 2020, 432 000 t de céréales sont chargées dans les quatre ports de la région (304 000 t au cours du trimestre précédent). Le trafic portuaire régional 2019/20 dépasse sensiblement le million de tonnes : 1 259 000 t. Par rapport à 2018/19, les chargements 2019/20 progressent de 21 % (+ 216 000 t) ; ceux vers l'UE (477 000 t) reculent de 17 % (- 97 000 t) ; alors que ceux vers les pays tiers (782 000 t) sont en forte hausse de 67 % (+ 313 000 t). Les chargements 2019/20 de blé tendre atteignent 1 052 000 t (+ 241 000 t par rapport à 2019/20) ; ceux de blé dur, 110 000 t (+ 40 000 t) ; ceux de maïs, 78 000 tonnes (- 25 000 t), et ceux d'orge, 10 000 t (- 34 000 t). La principale destination 2019/20 est l'Algérie (496 000 t de blé tendre, dont 284 000 durant ce trimestre), loin devant le Portugal (224 000 t, dont 219 000 de blé tendre). Viennent ensuite le Royaume-Uni (81 000 t, dont 55 000 de maïs), et

le Maroc (71 000 t, dont 66 000 de blé tendre). Les chargements vers ces quatre pays représentent près de 70 % du trafic portuaire régional 2019/20.

L'Algérie a constitué des stocks de blé tendre de précaution, en lien avec la pandémie de la covid-19 et les incertitudes économiques et logistiques

que cette crise sanitaire d'une ampleur inédite entraîne.

Prairie : une pousse de l'herbe de printemps en demi-teinte

Jusqu'à la mi-mars, la pousse de l'herbe est correcte ; cependant, l'humidité excessive des sols conduit à une portance insuffisante empêchant la mise à l'herbe des animaux. La deuxième quinzaine du mois est fraîche et sèche : la portance des sols s'améliore progressivement, mais la pousse de l'herbe ralentit.

Les deux premières semaines d'avril sont fraîches ; de plus, le vent de nord-est dessèche les sols en surface. Ensuite, un temps doux accompagné de quelques pluies favorise une bonne pousse de l'herbe. De nombreuses parcelles sont ensilées ; l'herbe récoltée est riche en minéraux.

L'humidité et la douceur se poursuivent les onze premiers jours de mai ; la pousse de l'herbe se maintient à un bon niveau. La chaleur et le temps sec qui s'installent à partir de la mi-mai font rapidement

chuter la pousse ; en revanche, ces conditions climatiques sont idéales pour la fenaison.

La première semaine de juin est sèche. Le retour attendu de la pluie, à partir de la deuxième semaine, est propice au redémarrage très progressif de la pousse de l'herbe.

La production régionale d'herbe du printemps est estimée inférieure de 11 % par rapport à la moyenne, avec de grandes disparités départementales et un déficit notable en Mayenne et en Sarthe.

Tableau 3 - Estimation du rendement en tonnes de matière sèche / ha (herbe du printemps 2020 en Pays de la Loire, situation au 20 juin)

	Rendement de référence	Rendement printemps 2020	Évolution 2020 / référence
Loire-Atlantique	5,1	4,7	-8 %
Maine-et-Loire	4,9	4,7	-3 %
Mayenne	5,6	4,1	-27 %
Sarthe	4,3	3,0	-30 %
Vendée	5,8	5,9	2 %
Région	5,2	4,6	-11 %

Source : Agreste Pays de la Loire

A la une ... suite

Rentrée scolaire 2020

Celle-ci se déroule dans un contexte singulier lié à la pandémie covid-19, avec deux objectifs :

- assurer la santé des élèves, apprentis, stagiaires et de nos personnels enseignants, administratifs ou techniques, avec la mise en place des protocoles respectant les consignes sanitaires,
- déployer tous les moyens nécessaires pour permettre la reprise des formations, et la remise à niveau des apprenants en difficultés suite à la période de confinement.

Par ailleurs, le dispositif national de l'enseignement agricole est engagé depuis un an dans des séquences de communication vers les publics de collèges pour faire face à la baisse structurelle de ses effectifs entrants. La campagne est organisée sous l'intitulé « l'aventure du vivant » et prend la forme d'interventions au salon de l'agriculture, de spots sur les réseaux sociaux, d'un bus tour en régions, d'un site dédié. La crise sanitaire a de plus amené les établissements à organiser des portes ouvertes virtuelles.

En date du 2 septembre, les effectifs de l'enseignement agricole ligérien sont de 16 706 élèves soit une diminution de 500 élèves. A contrario, les effectifs de l'apprentissage sont en forte augmentation + 10 % soit 380 apprentis de plus, ce qui explique pour partie la baisse des effectifs scolaires.

L'année sera aussi marquée par la mise en œuvre du 2^e plan à enseigner à produire autrement, pour les transitions et l'agroécologie. Plan qui rendra les jeunes acteurs de la transition agroécologique en tant que futurs professionnels, et mobilisera les exploitations et ateliers technologiques présents dans les établissements agricoles.

Fruits et légumes

Pommes : demande importante jusqu'à la fin de campagne

Le marché de la **pomme** est toujours fortement influencé par la covid-19. La demande est importante, notamment de pommes en sachet. Avec la réduction des disponibilités dans le sud-est et le sud-ouest, elle se reporte vers les produits du centre-ouest. Chantecler et Gala sont particulièrement sollicitées. Logiquement, les cours augmentent, mais sans pour autant toujours couvrir les pertes de productivité liées à la Covid (mesures barrière, ...). A l'issue du confinement, le marché se limite essentiellement à Golden, Jonagored et Granny. La situation reprend un format classique de fin de campagne, avec des cours stabilisés. La saison de la pomme se termine en juillet, où seules quelques stations spécialistes continuent de travailler. Le bilan est variable selon les variétés.

L'absence de concurrence favorise une bonne transition entre le poireau d'hiver et le poireau primeur

Aidés par quelques gelées matinales et la hausse des cours de cadrans nationaux et belges, les derniers lots de **poireaux d'hiver** s'écoulent aisément. La transition avec le **poireau primeur** à la fin du mois d'avril s'effectue dans de bonnes conditions. L'offre dans les autres bassins de production, principalement normands, bretons et belges, se rétracte très nettement. L'absence marquée de concurrence permet d'écouler très facilement les disponibilités à des prix soutenus. A partir de la mi-mai, le marché s'essouffle un peu ; ce léger passage à vide, associé à un décrochage des prix, est souvent constaté lors de la mise en place des premières transactions hors territoire national. Cette baisse d'activité est très brève, les marchés à l'export s'ouvrant rapidement avec, en complément, un marché français bien présent. Les transactions redeviennent fluides, les ventes sont rapides et il n'y a aucun retard dans les arrachages. Seul bémol, le rendement moyen par hectare est faible, contrairement à l'année antérieure. En dernière décade de juin, la demande baisse d'intensité sur l'ensemble des places, sans créer de réelle inquiétude quant à l'évolution future du marché. L'essentiel de la production est d'ores et déjà écoulé avant d'aborder la période estivale.

Portés par la demande et la préférence française, les cours élevés en avril se régularisent progressivement post confinement pour les radis et concombres.

Les opérations promotionnelles de **radis**, toujours très importantes au printemps, permettent d'écouler relativement facilement l'offre disponible. Les volumes échangés en avril sont parfois inégaux pour certains opérateurs. Début mai, un épisode pluvio-venteux, parfois accompagné de grêle, touche les parcelles. L'offre devient alors hétérogène et les disponibilités sont moindres, certains lots étant écartés de la vente faute de qualité suffisante. Une revalorisation tarifaire est alors possible pour les marchandises exemptes de défaut. En juin, le marché est plus à la peine. La concurrence entre les multiples ceintures vertes contrarie le flux des expéditions. Faut de débouchés et de tenue suffisante du radis, des destructions de cultures sont parfois nécessaires. Une légère amélioration se profile cependant à la mi-juin. La pression de l'offre est moindre, avec un marché tout juste à l'équilibre en fin de trimestre.

Une météo favorable, une demande très présente, une concurrence européenne effacée par la forte mobilisation de la filière pour mettre en avant prioritairement le produit français, balayent très rapidement toute inquiétude sur le marché du **concombre**. Par ailleurs, malgré la crise sanitaire, le niveau de main d'œuvre demeure satisfaisant. Le suivi des cultures, la récolte et le conditionnement s'effectuent correctement. Le contexte commercial en avril et en mai est donc très favorable. Les disponibilités diminuent sensiblement début juin (période d'arrachages de cultures), sans pour autant créer de déséquilibre sur le marché. Au regard du léger recul de la demande, la baisse de l'offre est plutôt bienvenue. L'arrivée d'une météo maussade, en première décade de juin, perturbe la dynamique du marché. Les réapprovisionnements sont plus lents. Cette situation se traduit par une baisse de prix. Le retour de températures plus estivales réactive ensuite la demande, les ventes sont alors nettement plus fluides et un redressement des prix est amorcé. La toute fin de trimestre s'achève dans une ambiance calme.

Le marché des tomates rondes et grappe se développe plus facilement que celui des tomates de segmentation, plus festives

Les distributeurs participent pleinement à la mise en avant des produits français. Ainsi les **tomates** tiennent une large place dans les rayons. Les fluctuations de prix sont importantes en première quinzaine d'avril. Les expéditeurs restent cependant prudents sur les ajustements à la hausse, ne suivant que partiellement la tendance des cadrans bretons, très réactifs à la hausse comme à la baisse... Après une semaine de Pâques très dynamique, l'activité baisse ensuite légèrement d'intensité. Fin avril, l'euphorie commerciale semble passée, l'activité retombant dans un schéma plus classique. La concurrence interrégionale se fait alors plus vive au fur et à mesure de la progression des disponibilités. Après un passage à vide pendant quelques jours, se soldant par une baisse sensible des prix, le marché retrouve un réel dynamisme à l'approche du week-end du 8 mai, principalement en tomates grappes. Des difficultés d'écoulement demeurent cependant pour les tomates de segmentation (petits fruits, cerises, tomates anciennes...). La météo, très estivale pendant la dernière quinzaine de mai, réactive sensiblement la demande. Les réassorts de tomates, toutes références confondues, sont alors conséquents. Puis, en première quinzaine de juin, le temps maussade est peu propice à la consommation et les prix sont en baisse. Les engagements commerciaux permettent cependant de dégager des volumes significatifs, principalement de tomates grappes. Le retour de températures plus estivales fin juin vient à point pour relancer la demande et ainsi espérer atténuer voire stopper l'érosion des prix.

Une offre réduite et une demande ferme donnent de l'élan au marché des salades et de l'asperge, et favorisent un bon début de campagne pour les produits primeurs

Après une période difficile, le marché de la **mâche** retrouve un second souffle en avril. Les GMS achètent des barquettes 1^{ère} gamme. De plus, les marchés à l'export, moins perturbés qu'au début du confinement, se réactivent (vers

(l'Allemagne notamment). Par ailleurs, la diminution de l'offre, couplée à des mises en place importantes pour les fêtes de Pâques, permet de redonner un nouvel élan au marché. Mi-avril, la campagne automne-hiver est terminée et laisse progressivement place à la saison de mâche d'été caractérisée par une moindre production, très largement contractualisée.

Début avril, après une période de flottement liée à la fermeture de certains débouchés, le marché de la **salade** du Val de Loire, dont la campagne a démarré prématurément en mars, retrouve ses repères. La transition des cultures sous abri vers celles de plein champ se poursuit en première quinzaine. L'absence de concurrence des autres bassins de production ainsi qu'une offre ligérienne contenue favorisent une certaine fluidité des ventes. Début mai, l'offre progresse lentement dans l'Hexagone

du fait de conditions météorologiques fraîches et venteuses. Par la suite, l'arrivée d'un temps estival favorise les disponibilités. Cependant, avec une demande intéressée, le marché conserve son équilibre. Courant juin, même si les conditions climatiques fraîches et humides persistent, les concurrences des multiples ceintures vertes, des différents bassins de production, ainsi qu'une présence significative des jardins familiaux s'exercent plus lourdement. Ce relatif engorgement du marché est assez courant à ce stade de la saison. Cependant, il ne remet pas en cause la bonne orientation du marché, comme en témoignent les cotations qui, malgré une tendance baissière, restent supérieures à celles de la précédente campagne.

En début de trimestre, les baisses de températures stoppent le développement végétatif de l'**asperge** du Val de Loire. En prévision du week-

end pascal, la demande est intense et les prix se négocient à la hausse. Habituellement calme par la suite, le marché garde son équilibre avec la mise en place de promotions. L'arrivée d'une météo maussade freine la production, mais les concurrences nationales et européennes incitent à réviser les prix à la baisse, sans pour cela perturber l'équilibre offre-demande. En juin, la fin de la campagne est proche et, seule en production, l'asperge du Val de Loire suffit à répondre à une demande moins pressante mais régulière. A la fin du trimestre la campagne s'achève sans difficulté.

Après le **navet primeur**, **fenouil**, **oignons blancs bottes** et **carottes bottes** viennent compléter la gamme des légumes de saison. Les échanges en **navet primeur** ne faiblissent pas. Les disponibilités sont modérées et la concurrence interrégionale peu visible.

Horticulture

Muguet : saison anéantie par la fermeture des fleuristes

Le confinement de la population et la fermeture de tous les magasins non alimentaires interviennent mi-mars au moment de la couverture des parcelles de muguet. Ces mesures étant annoncées pour une première période de 15 jours, les producteurs maintiennent la conduite de leur parcelles. Les chaleurs de début avril sont favorables au développement

de la plante qui, déjà trop avancée par endroits, est mise à l'ombre, ventilée et arrosée. Le renouvellement de la période de confinement à deux reprises laisse les producteurs dans une impasse. Fleur commercialisée sur une seule journée, le muguet se trouve privé de débouchés avec la fermeture des grossistes en fleurs, des fleuristes et des jardinerie. Les professionnels investissent pour mettre en œuvre les mesures barrières et se mobilisent pour trouver des

alternatives (ventes en lignes, opérations de dons...). Après avoir espéré jusqu'au bout une réouverture des fleuristes, les producteurs se retrouvent démunis. L'essentiel du muguet brin n'est pas récolté. Les précommandes sont annulées. Les opérateurs réalisant de la bouquetterie et ayant une clientèle de GMS font quelques ventes, mais globalement seuls les pots de griffes de muguet écoulés en GMS trouvent preneurs.

Viticulture

Vigne : développement précoce et sain

La douceur des températures hivernales entraîne un réveil très précoce de la vigne. Fin mars, le stade « bourgeon dans le coton » est majoritairement atteint et les cépages les plus avancés atteignent le stade « éclatement des bourgeons ». La vigne est sensible au gel à cette période. Il semble toutefois que les coups de froid de la dernière décennie de mars n'aient pas fait de dégât. Pendant le confinement, les vigneron sont dans les parcelles pour tailler et palisser. Fin juin, le développement de la vigne est très hétérogène d'un cépage à l'autre et en intra-parcelles. Si les Cabernet Sauvignon sont à la nouaison en Aubance, les Melon de Sèvre-et-Maine sont à la fermeture de la grappe, voire début véraison. Le vignoble est sain. Les vendanges

s'annoncent particulièrement précoces et très généreuses.

Marchés : confinement, un coup d'arrêt brutal pour de nombreux débouchés

La mise en place du confinement a un impact économique fort, avec la fermeture de la restauration hors domicile, des salons, la désertion des caveaux, un oenotourisme au point mort et des exportations en berne. Les vigneron indépendants souffrent particulièrement. Malgré la mise en place de systèmes de livraisons et de drives, les ventes aux particuliers se réduisent comme peau de chagrin (5 à 10 % des ventes d'une année normale). Les ventes habituellement réalisées sur les salons ou auprès de la restauration sont perdues.

En GMS, les ventes se concentrent sur les produits essentiels. Au niveau national, les ventes de vins reculent, en particulier celles des vins effervescents. L'export diminue. Les achats du négoce et de la grande distribution se poursuivent. Le déstockage des vins prend du retard.

Post confinement, la situation des viticulteurs est très disparate, le segment CHR (cafés- hôtels- restaurants) est toujours en berne, mais les exportations reprennent.

À l'échelle du Val de Loire, les exportations de vin du trimestre sont en retrait de 9 % en volume et 19 % en valeur par rapport à celles du 2e trimestre 2019.

Sur 12 mois, les exportations de Muscadet se sont fortement dégradées vers les États-Unis (- 33 %), mais progressent vers le Royaume-Uni (1^{er} marché), le Canada et l'Allemagne. Les volumes de Crémant de Loire exportés vers l'Allemagne (1^{er} marché) et le Royaume-Uni s'étoffent,

contrairement à ceux vers les États-Unis (- 18 %). Pour le Rosé d'Anjou, les volumes vers la Belgique se maintiennent, ceux vers l'Allemagne et le Canada progressent, mais insuffisamment pour compenser la baisse des exportations vers les autres destinations (USA, RU, Pays-Bas...).

Sorties de chais : des mesures prises pour éviter les surstocks

A fin juin, selon Interloire, les sorties de chais sur 11 mois de la plupart des appellations sont en retrait par rapport

à celles, élevées, de la campagne 2018-2019 (- 11,3 % à l'échelle du Val de Loire). Les sorties se réduisent drastiquement en avril et mai, puis remontent vivement en juin, atténuant ainsi le bilan négatif sur 11 mois. Les sorties de Saumur-Champigny reculent de 9,8 % du fait de la réduction des achats du négoce. Il en va de même pour le Cabernet d'Anjou (- 7,8 %) et le Rosé d'Anjou (- 15 %). Pour le Muscadet Sèvre et Maine sur Lie (- 19 %), les ventes directes reculent également. En Crémant de Loire (- 14 %), la hausse de la vente directe ne compense pas la baisse de celle au négoce. Inversement,

le Muscadet AC affiche une hausse des sorties de 9,5 % grâce au négoce, les ventes directes reculant de 3 %. Toutes appellations confondues, les sorties de Muscadet reculent de 11,5 %, équitablement répartis entre la vente directe et la vente au négoce.

Pour éviter un surstock en fin de campagne, une aide à la distillation de crise (78 €/hl pour les AOC et IGP, 58 €/hl pour les VSIG) est mise en œuvre en juin. Elle est complétée d'une aide au stockage privé.

IPAMPA

Les prix des intrants restent stables

L'indice du prix d'achat des intrants diminue de 0,7 % en avril, puis se stabilise en mai et augmente de 0,2 % en juin, soit - 1,8 % en glissement annuel.

Le prix du pétrole connaît des bas et des hauts depuis le mois d'avril : le prix du Brent s'établit à 18,4 \$/baril au mois d'avril en moyenne contre 40,3 \$/baril

au mois de juin en moyenne. Le prix de l'énergie et lubrifiants est impacté par cette évolution (- 8,5 % en avril, + 0,1 % en mai et + 4,1 % en juin) et s'établit à - 15,1 % en glissement annuel.

Le prix des engrais et amendements diminue de manière continue depuis le début de l'année (- 0,2 % en avril, - 1,4 % en mai et - 1,6 % en juin). Sur un an, il est en retrait de 6,8 %. Ce sont les engrais simples qui baissent le plus ce trimestre (- 0,6 % en avril, - 2,2 % en mai et - 2,4 %

en juin).

Les prix de l'aliment pour animaux fluctuent pendant ce trimestre (+ 0,5 % en avril, - 0,1 % en mai et stagnation en juin). En année glissante, les coûts de l'alimentation animale sont remarquablement stables.

Le prix des biens d'investissements (matériel, ouvrage) a très peu évolué sur ce second trimestre (+ 0,1 % en avril, + 0,1 % en mai et - 0,3 % en juin). Sur l'année, l'indice progresse de 0,6 %.

Productions animales

Bovins mâles de 8 à 24 mois : nettement impactés en avril et mai, les volumes abattus progressent par la suite et les cotations restent sous pression

Les abattages régionaux de jeunes bovins mâles se révèlent en retrait pour ce second trimestre dans son ensemble (moins de 15 000 tonnes abattues dans la région). En effet, à l'érosion structurelle des abattages régionaux de JB observée depuis plusieurs années se combinent les conséquences du confinement. Les volumes abattus, nettement impactés en avril et mai par la crise sanitaire de la covid-19, progressent sensiblement en juin, réduisant un peu le surstock en fermes créé en mars-avril. Les cotations entrée abattoir restent dépréciées. En effet, les sorties retardées et les surstocks générés, pas uniquement en France, contribuent à expliquer cette situation, observée plus particulièrement pour les jeunes bovins les mieux conformés, viande U et R.

Vaches: des abattages de vaches allaitantes en retrait et des cotations qui se redressent ... pour les bonnes conformations

Le déconfinement progressif à travers l'Europe a permis au marché des femelles de se redresser, en particulier en France où la vache R dépasse les 4 € mi-juin, soit une vingtaine de centimes au-delà des valeurs moyennes quinquennales. Si les catégories viande U et R bien conformées affichent des valeurs assez élevées et bien orientées en fin de trimestre, la catégorie mixte O est toujours à la peine avec des cotations bien en-deçà des valeurs habituelles (- 25 à - 35 centimes/kg tout au long de ce trimestre). Les abattages régionaux de vaches de réforme (20 500 tonnes au second trimestre) ressortent en baisse par rapport à 2019 et à la moyenne quinquennale, en particulier au mois de mai. Cette baisse s'explique essentiellement par la catégorie des vaches allaitantes bien qu'une réduction du rythme de décapitalisation soit parallèlement observée.

Lait de vache : des craintes de surproduction en partie apaisées

Après un début d'année encourageant pour la collecte de lait ligérien, les volumes produits au deuxième trimestre sont en recul par rapport à ceux enregistrés en 2019 à période identique (- 0,9 %).

Toutefois, sur un an, la production cumulée depuis janvier est supérieure de 1 %.

L'arrivée de la crise sanitaire liée à la covid-19 et la mise en place d'un confinement de la population entraînent un bouleversement des circuits d'approvisionnement des marchandises. Afin de faire face à la situation, en pleine période de pic annuel de la production, les industriels laitiers mettent en place des incitations à la réduction des volumes. En outre, les conditions météorologiques sèches d'avril et mai ne favorisent pas la production d'herbe qui reste déficitaire sur la majeure partie des Pays de la Loire. Plus résiliente dans ce contexte, la production de lait bio est toujours aussi dynamique avec une progression de 7 % entre le deuxième trimestre 2019 et 2020. Elle profite encore de la vague de conversion engagée suite à la fin des quotas, même si celle-ci tend à décroître. Au deuxième trimestre, le prix moyen du lait payé au producteur (357 €/1 000 l) est en baisse de près de 3 % par rapport à celui de l'an passé (+ 5,7 % par rapport à celui de 2018). Le ralentissement saisonnier des prix en cette période de pic de production est amplifié cette année par les conséquences de la crise sanitaire sur le marché intérieur et extérieur. Depuis janvier, le prix moyen cumulé est inférieur de 0,6 % à celui observé en 2019 à période comparable (+ 5 % par rapport à celui de 2018).

La production laitière française est aussi en recul de 0,7 % entre le deuxième trimestre 2019 et 2020. Elle pâtit de la même façon des conséquences de la crise du coronavirus. Environ 20 000 exploitations livreurs, soit plus de 40 % du total national, ont bénéficié en avril du dispositif de réduction de la production du Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière. En outre, la production est pénalisée par une mauvaise pousse d'herbe dans les principales régions productrices en complément d'une tendance à la réduction des cheptels. En juin, la collecte annuelle depuis janvier est néanmoins supérieure de 0,7 % à celle constatée l'an passé. La production de lait bio reste relativement insensible aux effets de la crise et progresse depuis janvier de 10,5 % au regard des chiffres de l'an passé sur la même période.

Les effets du confinement et du sévère ralentissement des exportations pèsent sur les prix. Ainsi, après un premier trimestre satisfaisant, le prix moyen payé au producteur (359 €/1000 l) recule de 3,3 % entre le deuxième trimestre 2019 et 2020. La fabrication de produits laitiers réussit à traverser la crise sanitaire sans trop de dommages. Malgré une baisse des

échanges internationaux, le confinement stimule la consommation intérieure, en particulier pour les produits bio. Cependant, certains secteurs profitent davantage que d'autres de cette situation, à l'image du beurre, de la crème et du lait.

Au plan européen, le deuxième trimestre est marqué par une relative stabilité de la croissance de la collecte laitière. Toutefois, la situation est contrastée suivant les pays. Si certains comme la France, le Royaume-Uni ou l'Italie voient leur production fléchir durant cette période, par rapport à celle de l'an passé, d'autres comme la Pologne ou les Pays-Bas conservent une production en hausse. La fabrication des produits laitiers de type industriel (beurre, poudre de lait...) est en forte baisse en avril puis, progressivement, reprend de la vigueur. Après avoir dévissé en début de période, les cours des ingrédients se sont rétablis et ont même retrouvé les niveaux d'avant la crise. Cependant, la poursuite de la propagation du virus, le reconfinement au sein de certains pays ainsi que la baisse à venir du pouvoir d'achat, interrogent sur la durabilité de cette reprise.

Broutards : baisse saisonnière des cotations enclenchée

Le marché des broutards a été relativement épargné par les effets des mesures de confinement. L'offre française, limitée, rencontre dans la première partie du trimestre une demande italienne encore ferme. Les cours des gros bovins maigres se stabilisent progressivement en mai et début juin, à 2,84 €/kg vif (mâles charolais U, 6-12 mois, 300 kg), avant d'entamer leur baisse saisonnière. En fin de trimestre, les cours des broutards, en-deçà toutefois des valeurs habituelles, se révèlent affaiblis par la lourdeur du marché des JB et plus globalement de la viande dans toute l'Europe. Au vu des effectifs dans les élevages, l'offre en broutards restera limitée en France dans les mois à venir. Ce recul du cheptel et donc de l'offre est préoccupant sur le long terme mais il contribue à soutenir à court terme les cours des broutards.

Selon les données de la BDNI, les exportations françaises de bovins maigres ont reculé depuis le début de l'année. Ce repli des envois est marqué depuis février, en lien avec une offre nationale en baisse et les difficultés liées à la crise sanitaire. En cumul, de janvier à mai, le repli atteint - 6,5 % par rapport à 2019, il est plus marqué pour les femelles que pour les mâles. Le recul global des envois est avant tout lié à la chute du commerce avec l'Espagne.

Veaux de boucherie : marché encombré et stagnation des cotations à un bas niveau

Fortement impactée par les différentes mesures prises pour lutter contre la covid-19 en fin de premier trimestre (arrêt de la RHD notamment), la filière vitelline ne bénéficie pas du dispositif d'aide au stockage privé mis en place par la Commission européenne. Le retard accumulé sur les abattages en mars et avril plonge la filière dans une crise prononcée, pour la deuxième année consécutive. La reprise progressive de la RHD permet de stopper la baisse des cotations. Une petite reprise des abattages est observée en juin. Après un pic à 147 kg/veau abattu au mois de mai, le poids moyen des veaux de boucherie revient ensuite à des valeurs plus proches des normales (env. 140 kg). Les stocks demeurent encore conséquents et la filière éprouve des difficultés à assainir un marché encombré. A l'approche de l'été, période où la consommation ainsi que les cotations reculent pour des raisons saisonnières, la filière espère que la réouverture des restaurants et le recul des mises en place, décidée suite à la crise 2019, contribuent à stopper la détérioration de la situation. Depuis la mi-mai, les prix des veaux stagnent à un niveau bas à très bas. Le marché des veaux nourrissons comme celui des veaux gras reste lui aussi encombré. La demande est limitée par un secteur du veau de boucherie en crise. Les exportations progressent vers l'Espagne mais à des prix faibles.

Ovins : une hausse quasi continue des cotations au cours du second trimestre

Après avoir chuté de façon inhabituelle à l'approche de Pâques sous l'effet du confinement de la population, la cotation française des agneaux s'est par la suite redressée à des niveaux élevés. Le manque d'offre en France, conjugué à des importations limitées, allègent alors le marché et contribuent alors à une hausse inhabituelle des cours. Par la suite, bien que la demande commence à se réduire et que les abattages se redressent, la cotation française reste élevée. En effet, fin juin, le prix moyen national pondéré des agneaux atteint la valeur de 6,6 €/kg soit plus de 55 centimes au-delà de la valeur moyenne pluriannuelle de cette période. Les faibles volumes de viande ovine importés soutiennent évidemment ce niveau de cotation. A l'échelle mondiale, après les nombreuses perturbations causées par la covid-19, les flux mondiaux de viande ovine peinent à se rétablir. En Océanie, le recul de l'offre et la forte demande à

l'export, notamment de la Chine, font grimper les cours. Au sein de l'Union européenne, les disponibilités sont toujours en repli au Royaume-Uni, tandis qu'en Irlande la production maintient un bon niveau.

Lait de chèvre : un secteur résilient face à la crise

En Pays de la Loire, la production de lait de chèvre poursuit sur sa lancée du début d'année (+ 6 % entre le deuxième trimestre 2019 et 2020). Grâce à une pousse de l'herbe satisfaisante en Vendée, principal département producteur, et malgré les appels à la modération de l'ensemble des transformateurs, la collecte régionale conserve une tendance haussière. A 679 €/1 000 l, le prix moyen payé au producteur est en hausse de 4 % au regard de celui constaté au deuxième trimestre 2019. Sur les six premiers mois de l'année, il s'établit à 729 €/1 000 l soit une progression de 3,5 % par rapport à celui de l'an dernier.

Au niveau national, la situation est plus contrastée. Si la hausse de la collecte se poursuit au deuxième trimestre, celle-ci est plus modérée en raison des effets de la crise sanitaire et des incitations à la réduction de la production. Dans le même temps, la valorisation du litre de lait (677 €/1 000 l et 661 €/1 000 l en avril et mai 2020) se maintient au-dessus des niveaux observés l'an dernier à périodes comparables, malgré un écart qui tend à se réduire.

Le secteur de la transformation s'adapte rapidement aux conséquences du confinement. Ainsi, alors que les débouchés de la RHD et des marchés de plein air disparaissent, l'essentiel de la fabrication se reporte sur les produits destinés aux libre-service GMS. En contrepartie, cette réorientation sur des fabrications souvent à faible valeur ajoutée pénalise le prix moyen des fromages. D'autre part, de nouvelles formes de commercialisation (paniers, vente sur internet, livraisons...) se développent à l'initiative des producteurs fermiers pour écouler leurs produits. Par la suite, la réouverture des marchés de plein air permet de mettre fin à une situation, source de surcharge de travail, difficile à assumer sur une longue durée. Enfin, la baisse des importations espagnoles se poursuit. Elle laisse entrevoir une renationalisation de l'approvisionnement des laiteries dont la part issue de la collecte française passe à 90 % en avril 2020, contre 78 % deux ans plus tôt.

Porc : baisse continue des cotations au deuxième trimestre

Le cours du porc diminue durant tout

le trimestre. La cotation porcine (entrée abattoir, classe S, TMP ≥ 60 %, Centre Ouest) ouvre le trimestre à 1,77 €/kg et le ferme à 1,58 €/kg. Les variations se limitent à un intervalle compris entre 1,57 €/kg et 1,77 €/kg. Le cours moyen du second trimestre s'établit à 1,66 €/kg, c'est 0,6 % au-dessous du cours du même trimestre 2019 et 3 % au dessus de la moyenne triennale 2017-2019.

La phase de confinement total de la population s'est poursuivie jusqu'au 11 mai, puis la phase de déconfinement a débuté par une reprise de l'activité économique, la présence dans les bureaux et une réouverture des restaurants au mois de juin.

La consommation des ménages à domicile (Kantar Worldpanel) traduit une hausse de consommation en volume au second trimestre. Environ un quart de la carcasse d'un porc est consommée sous forme de viande fraîche, les trois quarts en charcuterie. Pour la charcuterie, le rayon jambon a connu une hausse d'achats de 3,9 % par rapport au second trimestre 2019 mais une petite perte d'achats des ménages, de 2 % par rapport au trimestre précédent. Les autres charcuteries se vendent beaucoup plus (+ 11,5 %) avec un gros succès pour le rayon des saucisses (+ 70,9 %) par rapport au trimestre précédent. Le beau temps et une belle saison ont favorisé les barbecues. Sur les 6 premiers mois de l'année, les achats de porc frais s'accroissent de 8,5 % par rapport à la même période de l'année 2019.

Les tonnages de porcs charcutiers abattus (en tec) sur le second trimestre 2020 par rapport au second trimestre 2019, augmentent légèrement en Pays de la Loire (+ 1,3 %), diminuent en Bretagne (- 1,4 %) et en France (- 1 %). En revanche, par rapport au trimestre précédent, les abattages marquent le pas dans la région (- 6,0 %), en Bretagne (- 6,0 %) et en France (- 6,1 %).

Malgré les besoins considérables de la Chine, la concurrence est forte avec les pays européens et les États-Unis. Au cours des cinq premiers mois de l'année, les exportations de viandes porcines françaises ont bondi de 23 % en tec vers la Chine par rapport à la période comparable de 2019. La part des exportations vers les pays tiers représente 35 %. Sur la période, le solde commercial reste positif en volume mais non en valeur.

Le prix de l'aliment porcin, qui représente la moitié des charges des éleveurs, augmente sur le trimestre de 1,3 %.

L'indicateur de marge brute naisseur-engraisseur continue de chuter (- 27,5 % en un trimestre et - 37,7 % depuis décembre 2019) et il s'établit à 1 255 €/troupe/an au mois de juin 2020.

Compte tenu de la crise sanitaire actuelle, les entreprises d'abattage connaissent des contraintes sanitaires fortes,

d'autant que des cas de covid détectés dans plusieurs abattoirs ont conduit ponctuellement à leur fermeture partielle ou totale.

Aviculture : une production régionale de volailles de chair toujours en baisse

Au deuxième trimestre 2020, comme au premier, la production abattue de volailles de chair est en repli de 4 % en Pays de la Loire par rapport aux mêmes périodes 2019. La même dynamique se poursuit : repli mesuré des abattages de poulets, progression de ceux des dindes, et recul marqué pour les autres espèces. De même, en France, comme le souligne fin juin le conseil spécialisé de FranceAgriMer, « si la production française de poulets de chair et de dinde s'est à peu près maintenue en dépit du confinement, les productions de lapin et de volailles de spécialités (canards à rôti et canards gras, pintades, cailles, pigeons), destinées en grande partie à la restauration hors domicile, ont décroché en raison de la fermeture de ces circuits de commercialisation. Fermeture des restaurants et des cantines oblige, les ménages français ont acheté davantage de viande pour leur consommation à domicile. Ils se sont néanmoins focalisés sur des produits du quotidien, pratiques et faciles à cuisiner – et à durée de conservation plus longue – comme le poulet et la dinde ou les élaborés (jambon de volaille, panés, etc.), frais ou surgelés. »

Par rapport aux mois correspondants de l'an dernier, l'évolution des abattages régionaux est plus favorable en juin (avec deux jours ouvrés de plus qu'en 2019) qu'en mai (deux jours ouvrés de moins).

Par rapport au second trimestre 2019, les abattages régionaux de **poulets** sont en repli de 4 %. La baisse est de 3 % sur l'ensemble du premier semestre. La hausse de 2 % des volumes abattus en poulets standard ne compense pas le recul de ceux sous signe de qualité (- 13 %), marqué par l'arrêt de l'activité poulet dans l'abattoir SNV de Château-Gontier. En France, l'augmentation des abattages semestriels en poulet standard équilibre presque le repli de ceux en poulet de qualité et poulet export. Sur les six premiers mois de l'année, les exportations nationales de viandes de poulet sont en recul de 25 % à destination de l'Union européenne et de 7 % vers le Proche et Moyen Orient et l'Afrique subsaharienne, tandis que les importations en provenance de l'UE sont en baisse de 10 %. Le mois de juin a été marqué par un retour de dynamisme du grand export, tandis que le marché européen reste en berne.

Les abattages régionaux et nationaux de **dindes** progressent de 2 % par rapport aux bas niveaux du second trimestre 2019. Les stocks nationaux de viande de dinde restent très inférieurs aux niveaux constatés en 2019 et en 2018. Sur le semestre, dans la région, l'augmentation de l'activité dans les deux principaux abattoirs (du groupe LDC) en Sarthe et Vendée compense l'arrêt de l'activité dinde de l'abattoir Sofral de Lassay-les-Châteaux (Mayenne), transférée dans l'Orne. Le volume régional abattu, en hausse de 1 % sur six mois, reste légèrement inférieur à la moyenne quinquennale du semestre. Sur les cinq premiers mois de l'année, les exportations de viandes et préparations de dinde sont en recul de 8 %, et les importations de 11 %. Les filières européennes de la volaille ont lancé une campagne de communication cofinancée par l'Union européenne, avec pour objectif de renforcer la confiance des consommateurs dans la qualité de leurs produits. La dinde française occupe une place de choix dans ce programme.

En **canards à rôti**, les Pays de la Loire assurent plus de la moitié des abattages nationaux. Au second trimestre, le volume des abattages baisse de 17 % dans la région, après - 11 % au premier trimestre et -12 % au deuxième semestre 2019. L'activité est en repli dans la quasi-totalité des abattoirs. La durée des vides sanitaires reste très préoccupante durant cette période de crise, dans une filière déjà fragilisée l'an passé par une surproduction européenne. Les stocks de viande continuent de croître, alors que les mises en place nationales de canetons ont baissé de 23 % au premier semestre. Le Conseil régional a annoncé qu'il allait débloquer 1,8 million d'euros pour les éleveurs de canards de chair et reproducteurs. De même, le Conseil départemental de Vendée s'engage à élargir aux éleveurs de canards à rôti et aux éleveurs de pigeons le dispositif départemental de secours d'urgence à portée sociale. En **canards gras**, les volumes régionaux abattus sont en recul de 14 % au deuxième trimestre, deux fois plus qu'au premier. La baisse affecte les quatre abattoirs ligériens. Au premier semestre, les échanges de viande de canard ont fortement fléchi, exportations (- 30 %) comme importations (- 24 %).

Au second trimestre, les abattages régionaux de **pintades** sont en repli de 10 % par rapport à 2019, après - 9 % au premier trimestre. Les tendances sont similaires au niveau national, la région concentrant plus des trois quarts des animaux abattus. Le confinement a doublement pénalisé la consommation de pintade, avec non seulement la perte des marchés de la restauration hors domicile mais aussi une baisse des achats par les

ménages, qui se sont focalisés sur des produits plus habituels comme le poulet. D'après le Panel Kantar, les achats des ménages en pintade ont baissé de 17 % au premier semestre 2020. De plus, selon l'interprofession, les réformes anticipées de reproducteurs, intervenues dès le mois de mars, vont impacter l'ensemble des mises en place de l'année en cours. De fait, les mises en place nationales des pintadeaux dans les élevages sont en baisse de 19 % au premier semestre. Leur évolution en juin ainsi que l'activité des couvoirs n'indiquent pas de tendance à la reprise.

Enfin, les filières **cailles** et **pigeons**, très présentes dans la région, ont particulièrement souffert avec l'arrêt de la restauration hors domicile et de l'export ; au deuxième trimestre, les abattages régionaux de cailles baissent de 25 % par rapport à 2019, et ceux de pigeons de 19 %.

Quelle que soit l'espèce, les indices du coût de l'**aliment pour volailles** calculés par l'ITAVI (Institut technique de l'Aviculture) sont plutôt à la baisse entre mai et juillet, interrompant une hausse quasi-continue depuis l'automne 2019. Les indices de juillet 2020 demeurent supérieurs à ceux de 2019. En cumul de janvier à mai, la fabrication d'aliments pour volailles recule de 2 % par rapport à 2019, sous l'effet d'une moindre demande des filières poulets de chair et palmipèdes gras. Les indices de **prix à la production** des volailles de chair sont orientés à la hausse au premier semestre. En juillet, ils sont proches des niveaux de l'an passé, et supérieurs aux moyennes quinquennales pour toutes les espèces.

En cumul annuel, sur les six premiers mois de l'année, les volumes d'**achats des ménages** sont en forte hausse pour les découpes de poulet, les magrets de canard, les élaborés de volaille, les volailles surgelées et la charcuterie à base de volaille. Ils sont en baisse marquée en canard entier et en pintade. Au total, les achats de volaille des ménages progressent de 11 %.

Œufs : plus d'une poule sur deux en élevage alternatif

Sur les huit premiers mois 2020, la production nationale d'œufs de consommation calculée par modèle est estimée à 9,6 milliards d'unités. Elle est supérieure de 7 % au niveau particulièrement faible de 2019 et de 1,5 % à la moyenne 2015-2019.

De mars à mai, la TNO (Tendance nationale officieuse) moyenne, indicateur du cours de l'œuf coquille, a atteint des niveaux particulièrement élevés, par rapport à 2019 et aux moyennes quinquennales (respectivement + 25 %

et + 43 % en mai par exemple, avec une demande doublement tirée par la situation sanitaire et les achats liés au Ramadan). Les deux mois suivants, les écarts se réduisent et la situation se normalise. En juillet, la TNO s'établit à 6,41 € les cent œufs, inférieure de 2 % à celle de juillet 2019 et supérieure de 2 % à la moyenne quinquennale du mois.

Sur les cinq premiers mois de l'année, les achats d'œufs par les ménages français ont fortement progressé : + 18 % en volume par rapport à la même période de 2019. La hausse a été marquée pour les œufs biologiques (+ 27 %) et de plein air (+ 21 %), mais a aussi concerné les œufs cage, avec un recul de 4 % des achats, bien moindre qu'au cours de l'année 2019 (- 15 %). D'après le Comité national de la promotion de l'œuf, en France, « 53 % des poules sont désormais élevées hors cages : 18 % en bio et autant en plein air, 12 % au sol et 5 % en Label Rouge. L'objectif d'une poule sur deux en élevage alternatif à la cage, que la filière s'était fixé pour 2022, est déjà atteint. »

Sur cinq mois 2020, les exportations d'œufs coquille vers l'Union européenne

sont en hausse de 19 % en volume du fait d'une hausse continue des débouchés vers la Belgique et les Pays-Bas. Les importations sont en baisse de 8 % (depuis l'Espagne, les Pays-Bas et l'Italie). Les exportations d'ovoproduits alimentaires sont en légère hausse vers l'UE (hausse vers la Belgique et l'Italie), alors que celles vers les pays tiers ont fortement ralenti en mai et sont en baisse de 7 % sur cinq mois, malgré des hausses vers le Japon et le Maroc. Les importations d'ovoproduits sont à la hausse (+ 3 % en volume).

Cuniculiculture : abattages et consommation toujours en baisse

Les six abattoirs de lapins du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Normandie et Poitou-Charentes) concentrent près des trois quarts des abattages nationaux. En Grand Ouest comme au niveau national, au premier semestre, les abattages se replient de 7 % par rapport à la même période 2019, dans la continuité des semestres précédents.

Après avoir progressé jusque début

avril, le cours national du lapin vif départ élevage débute sa baisse saisonnière. En 2020, sur les sept premiers mois, les cotations hebdomadaires sont similaires à celles (élevées) de l'an passé. Depuis avril 2018, l'indice des prix à la production du lapin reste supérieur à sa moyenne quinquennale (de 9 % en juin 2020). De son côté, comme pour les volailles, l'indice ITAVI de l'aliment pour lapins est en baisse de mai à juillet, après une hausse au premier trimestre. En juillet, l'indice moyen reste supérieur de 4 % à la moyenne quinquennale. En cumul sur les cinq premiers mois de l'année, la production d'aliments composés pour lapins est en recul de 7,5 %.

Sur les six premiers mois de l'année, avec des prix de vente au consommateur en hausse, les volumes d'achats des ménages en lapin frais sont en recul de 4 %, baisse plus marquée sur le lapin entier. Sur la période, les exportations de viande de lapin sont en baisse de 22 % en volume (baisse vers l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni, mais hausse vers la Belgique). Les importations restent en repli (- 16 % en volume).

Commerce extérieur régional

Des exportations agroalimentaires en baisse au second trimestre

Au deuxième trimestre 2020, tous produits confondus, les exportations ligériennes s'élèvent à 3,2 milliards €, en fort recul de 38 % par rapport au deuxième trimestre 2019, sous l'effet de la crise sanitaire et du confinement sur les flux commerciaux. La moitié de la baisse relève du secteur des transports. L'export agricole et agroalimentaire a moins souffert : avec 871 M€, l'export n'est en repli que de 7 % par rapport au niveau de l'an dernier. Du coup, les exportations des produits agricoles et agroalimentaires représentent ce trimestre 27 % des exportations régionales (contre 18 % l'an dernier).

Les exportations des produits agricoles bruts s'élèvent à 256 M€ au deuxième trimestre 2020, supérieures de 2 % à celles de l'année précédente et de 7 % à la moyenne quinquennale du trimestre.

Avec 615 M€, les exportations des produits transformés sont en repli de 10 % par rapport à 2019. Si les montants exportés augmentent dans le secteur des huiles et graisses, ils sont en forte baisse dans les secteurs-clés des viandes, des boissons et des produits de boulangerie et pâtisserie industrielle. De ce fait, par rapport à l'an dernier, et compte tenu des spécificités sectorielles départementales, les montants export des produits agroalimentaires sont en fort recul en Maine-et-Loire et Vendée, et de façon plus modérée en Mayenne. Ils sont quasiment stables en Loire-Atlantique et Sarthe.

De leur côté, les montants des importations des produits agricoles et agroalimentaires sont en repli de 3 %. Le solde commercial des produits bruts et transformés reste positif au deuxième trimestre, mais se contracte de moitié par rapport à 2019, à 36 M€.

Industries agroalimentaires

Le secteur de l'agroalimentaire, tiré par la transformation de la viande, enregistre une légère hausse de la production sur le trimestre. Les prix des matières premières sont plutôt à la baisse. Les prévisions tablent sur une stabilité de la production.

Industries des viandes

Les volumes produits ont d'abord augmenté pour faire face à la demande en GMS durant le confinement puis, après un tassement en mai, l'export a porté la demande. Les prix des matières premières sont à la baisse. Une très légère hausse des productions est prévue.

Industrie de la boulangerie-pâtisserie et pâtes

L'activité tourne au ralenti. L'export progresse mais la demande intérieure est faible en sandwiches, salades, box en raison du maintien partiel du télétravail. Les carnets de commande laissent entrevoir une très légère baisse des productions.

Le point du trimestre

Les soutiens de l'État et de la Région aux entreprises dans le cadre de la crise Covid :

<https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/les-mesures>
<https://www.paysdelaloire.fr/economie-et-innovation/covid-19-action-economique>

La vague 6 du **Concours d'innovation i-Nov** est ouverte du 3 août au 6 octobre 2020.

En savoir plus sur la thématique « **Numérique Deep Tech** » opérée par BPI France :

<https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Appels-a-projets-concours/Appel-a-projets-Concours-d-innovation-i-Nov-38041>

En savoir plus sur la thématique « **Economie circulaire** » opérée par l'ADEME : <https://entreprises.ademe.fr/dispositif-aide/20200729/concours-innovation2020-132>

Les appels à projets de l'**Action Démonstrateurs et territoires de grande ambition**, opérés par l'ADEME, sont ouverts du 21 avril 2020 au 21 janvier 2021.

En savoir plus sur la thématique « **Économie circulaire - Écoefficiente dans l'industrie, l'agriculture et l'eau** » :

<https://entreprises.ademe.fr/dispositif-aide/20200304/ecei2020-58>

En savoir plus sur la thématique « **Bioéconomie et protection de l'environnement** » :

<https://entreprises.ademe.fr/dispositif-aide/20200304/bioenv2020-59>

Les entreprises en bref

Sources : AGRAalimentation, Agrafil, RIA, Ouest France, Les Echos, Banque de France, Le Courrier de L'ouest, lettre de l'API d'avril à juin 2020.

Loire-Atlantique

Frais émincés, spécialiste de la fraîche découpe de légumes et de fruits frais, se dote d'une nouvelle usine de 6 000 m² à Pontchâteau en remplacement de son ancien site de production de 1 600 m². L'investissement de 14 M€ représente le double du chiffre d'affaires annuel de la PME qui emploie 50 personnes. Il a été rendu possible par une prise de participation, à hauteur de 50 %, de Fleury Michon en juillet 2019 suivie d'une augmentation de capital. Fleury Michon est un des clients de Frais émincés.

Le fromager **Beillevaire** a perdu pendant la crise Covid 100 % de ses ventes en restauration, plus de 50 % de l'activité export, qui représente 6 % de l'activité totale du groupe, et 80 à 90 % des marchés de plein air qui représentent 10 % des ventes du groupe. Le groupe,

qui s'appuie sur six usines et 500 collaborateurs, réalise 60 M€ de chiffre d'affaires. Il a réorganisé sa distribution et propose désormais le « mail and collect » dans plusieurs boutiques et des livraisons.

En raison de la fermeture des hôtels et restaurants, **10-Vins** (45 salariés) revient à son premier modèle économique : la vente en ligne pour le grand public de la D-Vine, machine qui permet de servir des flacons de vins (10 cl) à la bonne température. La société a également lancé la D-Vine Academy, des dégustations interactives via Facebook live et des cours pour les professionnels de la restauration. 10-Vins s'est aussi associée avec Beillevaire pour proposer des plateaux vins et fromages livrés à domicile. 10-Vins a souscrit un prêt garanti par l'Etat (PGE) complété d'un soutien de Bpifrance pour un total

d'1,2 M€. A ces fonds dédiés au soutien de sa trésorerie, l'entreprise a pu ajouter 1 M€ de fonds propres issus de ses investisseurs. Son objectif est de répondre à la forte demande des restaurateurs et des hôtels en matière de vente à emporter et de room service et de financer la sortie commerciale de sa nouvelle machine connectée, la D-Vine +, programmée en juillet.

Bric fruit, filiale du groupe britannique Britvic spécialisée dans les jus de fruits, est rachetée par l'entreprise néerlandaise Refresco. La société Bric fruit avait quitté le giron du groupe laitier Lactalis en 2000 lors de son rachat par Fruité. L'entreprise emploie 61 salariés permanents pour un chiffre d'affaires 2019 de 41 M€ assorti d'un excédent brut d'exploitation de 2,1 M€. Refresco est un géant mondial de l'embouteillage à façon avec un chiffre d'affaires proche des 4 Mds€. Il compte

déjà quatre usines en France, à Margès (26), Saint-Alban (42), Le Quesnoy (59) et Nuits-Saint-Georges (21). Le rachat de Bric fruit lui apporte trois nouvelles unités : Château-Thébaud (44), La Roche-sur-Foron (74) et Nissan-lez-Enserune (34).

Biolait invite ses quelque 1 350 exploitations adhérentes à baisser leurs volumes car elle ne peut plus placer ses surplus en lait conventionnel en raison de l'écroulement des marchés à l'export et de la restauration collective. En 2019, La société a collecté 276 millions de litres (contre 260 en 2018) pour un chiffre d'affaires d'au moins 150 M€, encore provisoire, en hausse de 10 %. Le prix d'achat moyen des 1 000 litres aux producteurs s'est élevé à 473 euros au lieu des 450 euros des derniers exercices.

Tipiak annonce un résultat opérationnel courant 2019 de 4,7 M€, en hausse de 14,6 %. Le groupe (1 300 salariés, 7 usines) attribue cette performance à la progression des ventes à marque Tipiak, générant une meilleure marge, à l'effet favorable de la réduction des promotions et à la bonne maîtrise des coûts opérationnels. A l'inverse, le résultat net affiche une baisse de 18 %, soit 2,3 M€, imputée à la réforme du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Le chiffre d'affaires, de 194,2 M€, est en hausse de 0,6 %.

Pendant le confinement, la société **Bigh**, connue à travers sa marque Cocktails d'Hadrien, a lancé une boutique en ligne. Elle est arrivée à 500 unités écoulées par mois, pour 100 000 vendues en 2019 via 450 magasins. L'entreprise élargit sa gamme avec des granités fruités pour enfants, des bâtonnets glacés et une aide culinaire salée. Avec ces développements, le dirigeant ambitionne de doubler ses volumes et de ne plus être contraint par la saisonnalité de son marché. Il emploie trois salariés en CDI et quatre en CDD. Pour compenser le décalage du lancement de la saison, le dirigeant a déclenché un PGE de 80 000 €.

La cidrerie **Kerisac** (40 salariés, près de 12 M€ de CA en 2018), qui appartient au groupe Agrial, a perdu 30 % de l'activité en mars, 50 % en avril et 40 % en mai. Kerisac produit chaque année 10 millions de bouteilles.

Ouvert en mars 2016 à Nantes, l'établissement **Les Brassés** déploie un concept alliant, dans un même espace, restaurant, bar et brasserie artisanale d'une capacité de 600 hectolitres de bières bio, dont 500 destinés à la consommation in-situ. Pour répondre à la demande externe, Les Brassés investissent 1,1 M€ dans l'implantation d'un nouvel espace de brassage pouvant produire jusqu'à

3 000 hectolitres de bières. Les Brassés emploient 18 salariés pour un chiffre d'affaires de 1,6 M€. L'ouverture de la nouvelle salle de brassage générera la création de 4 emplois.

Maine-et-Loire

Pour l'année fiscale 2019-2020, à fin mars 2020, le chiffre d'affaires du groupe **Rémy-Cointreau** pourrait être en baisse d'environ 12 %. Le groupe anticipe un résultat opérationnel courant en recul de 25 à 30 %. Par ailleurs, Rémy Cointreau a acquis la maison de cognac J.R. Brilllet, basée en Charente. Le groupe compte désormais douze marques de boissons alcoolisées et emploie 1 900 collaborateurs.

DPAP a réorganisé son activité pour pouvoir livrer les particuliers à domicile. Spécialiste de la fabrication du saumon fumé haut de gamme (70 % de l'activité) mais aussi de la transformation des produits nobles de la mer, la société (44 salariés) vend ses produits en France sous les marques Pétroussian et Don Petroff. Elle réalise un chiffre d'affaires de 11,2 M€.

La nouvelle usine de **L'Abeille** à Cholet, spécialiste des boissons rafraîchissantes sans alcool, entrera en service vers mi-2022. Le démarrage des travaux est prévu début 2021. L'investissement est estimé entre 80 et 100 M€ pour une unité de 50 000 m², soit une superficie doublée et une capacité de production triplée, portée à 400 millions de litres et briques par an. L'ouverture du site entraînera la création progressive d'une centaine d'emplois permanents s'ajoutant aux 140 salariés qui travaillent en 3x8. Un centre d'embouteillage de lait sera ajouté afin de diversifier l'activité et d'améliorer le bilan carbone de la transformation du lait régional qui est actuellement traité par des usines plus distantes. Stable, le chiffre d'affaires 2019 de L'Abeille s'élève à 55 M€. Il s'agit de l'une des sept usines du groupe LSDH.

Giffard, fabricant de liqueurs et de sirops (25,3 M€ de CA 2018), a décroché le label PME+ qui associe performance économique et développement responsable.

Mayenne

Face à la hausse des commandes pendant le confinement et afin de préparer l'après-confinement, **Lactalis** recrute 250 personnes en CDI dans ses différents sites en France. Le groupe augmente sa production d'emmental râpé dans son usine de Charchigné, une de ses deux usines spécialisées dans l'emmental en France. Ici, un million de litres de lait,

provenant de 725 producteurs laitiers, est traité par jour. En 2019, 42 000 t d'emmental sont sorties de l'usine, produites par 380 employés, dont 270 en production.

Lactalis enregistre en 2019 un bénéfice net en repli de 25 %, soit un montant de 318 M€ contre 425 M€ en 2018, recul lié à neuf opérations de croissance externe sur l'année. Le groupe a atteint en 2019 les 20 Mds€ de chiffre d'affaires.

La fromagerie d'Entrammes collecte habituellement 8 millions de litres de lait bio chaque année chez 38 producteurs et les vend pour l'essentiel à des industriels, pour un chiffre d'affaires de 4,5 M€. Un cinquième est transformé en fromages, destinés à 60 % à la restauration hors-foyer, pour un chiffre d'affaires de 1,2 M€. Avec le confinement, les ventes ont chuté de 60 % fin mars et de 35 % en avril. La coopérative trouve des débouchés en urgence tout en accélérant ses projets de fin d'année, afin de rebondir en septembre. Elle lance une gamme de produits frais en partenariat avec la laiterie de la Lémance en Vendée. 2 000 litres de lait ont ainsi été transformés à la mi-avril. Les produits sont vendus dans le magasin à Entrammes et dans le réseau local. Par ailleurs, de nouveaux débouchés pour les fromages se mettent en place, vers des commerces de proximité parisiens par exemple. La fromagerie d'Entrammes connaissait depuis trois ans une croissance de 10 % par an, en forte accélération début 2020. Pour y répondre, elle a entamé et maintient un plan d'investissements sur 3 ans, pour 600 k€ au total, rénovation de bâtiment et matériel inclus. Les deux tiers sont déjà engagés.

Le projet d'usine à Vaiges de la société **Poultry feed company** a été validé par le préfet. Le site valorisera en protéines animales transformées (PAT) et autres graisses des déchets de volailles issus des abattoirs de LDC et collectés dans un rayon d'une centaine de kilomètres. L'autorisation précise qu'aucun rejet d'eaux usées ne pourra être entrepris dans la Vaige de mai à novembre et que l'exploitant devra, en période de sécheresse, prendre des mesures de restriction afin de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels. Poultry feed company investit environ 50 M€ hors taxes. LDC détient 40 % de la société aux côtés d'Emmanuel Doux (20 %) et Terramar (40 %), une entreprise chilienne (130 M€ de CA 2018) spécialiste de l'aquaculture.

Sarthe

Bahier, entreprise de charcuterie (430 employés en CDI), investit pour

rendre la plateforme de la société de Sceaux-sur-Huisne autonome en matière de production et de consommation électrique et pour agrandir l'unité de fabrication des rillettes. En mai 2019, la société a repris Charcuterie du Moulin et a pour projet la construction de locaux à Cherré, sur un des anciens sites de production.

LDC confirme son intention de reprendre Ronsard, numéro 4 du marché français du secteur, spécialisé dans l'abattage et la transformation de volailles. Ronsard emploie 775 salariés et a réalisé un chiffre d'affaires de 160 M€ en 2019. L'opération permettrait à LDC d'augmenter ses capacités de transformation en produits élaborés de volaille et de renforcer les offres régionales. A l'international, **LDC** a finalisé le rachat de la société Marnevall, en Hongrie, spécialisée dans les produits panés surgelés. Cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 20 M€ et dégagé un Ebitda de 3 M€. Le chiffre d'affaires de LDC sur l'exercice 2019-2020 s'élève à 4,4 Mds€ contre 4,1 Mds€ en 2018-2019, en progression de 7,2 %. Le groupe atteint 200,4 M€ de résultat opérationnel courant contre 190,1 M€ sur l'exercice précédent. Le résultat net, en revanche, décroît de 148,7 à 143,7 M€.

Vendée

Avec la crise sanitaire, le site Coopcorico voit ses commandes multipliées par 10. Lancé en février dernier, le portail de vente en ligne de produits alimentaires coopératifs, conventionnels et bios, piloté par la **Cavac**, propose plus d'un millier de références, issues de près de deux cents producteurs et éleveurs coopérateurs. Les clients de Coopcorico sont livrés à domicile ou auprès de points relais définis, dans tout le pays.

Le groupe **Cavac** dit résister plutôt bien à la crise sanitaire du fait d'activités diversifiées. Sur l'aval, le groupe bénéficie d'un outil industriel orienté vers les produits « basiques ». Sur l'amont agricole, en revanche, le groupe fait face à des enjeux d'équilibre matière sur certaines pièces premium du bœuf et à des grosses difficultés dans la filière canard de barbarie et les filières lapin, pintade, agneau ou caille. La crise ne remet pas en cause les investissements, les deux grands projets qui s'achèvent étant l'extension de Biofournil (13 M€) et l'usine de Fougéré (6 M€) spécialisée dans l'alimentation animale bio. En 2018-2019, le groupe avait publié un chiffre d'affaires de 996 M€ et dégagé un résultat net de 6,2 M€.

Europe Snacks, spécialiste des produits salés apéritifs pour marques de distributeurs, a vu ses commandes augmenter de 30 % durant le confinement. Les outils de production sont en capacité d'absorber cette nouvelle demande mais il manque 20 à 25 % de salariés. Le groupe a donc lancé une campagne de recrutement pour pouvoir une soixantaine de postes.

Fleury Michon publie un résultat opérationnel négatif de 19,6 M€ alors qu'il était positif de 18,7 M€ en 2018. Le résultat net est une perte de 28 M€ contre un bénéfice de 14,4 M€ l'année précédente. Le chiffre d'affaires, incluant la reprise du groupe Marfo, est en hausse de 3,1 %, à 747,6 M€. Cette dégradation est essentiellement attribuée à un recul d'activité et à la forte hausse des cours d'approvisionnement, principalement concernant la viande de porc, qui n'a été répercutée que partiellement dans les hausses de tarifs. Le groupe estime que les conséquences de la crise du coronavirus devraient avoir un impact favorable sur son pôle **GMS** (83 % de l'activité), alors que les pôles « Nouveaux services et Catering » devraient afficher une forte diminution de leur chiffre d'affaires et de leur rentabilité.

Sodebo ouvre un service de livraison à domicile, proposé sur Nantes et son agglomération trois fois par semaine. 31 produits de la marque sont proposés : pizzas, produits traiteurs, salades, box de pâtes mais aussi les salad'bowls, dernière innovation de la marque sortie en 2019. Le groupe familial emploie 2 400 salariés pour un chiffre d'affaires de 455 M€ en 2018.

Comptant au total 560 salariés, le groupe **Gendreau** (Maison Gendreau, Vif argent) affiche un chiffre d'affaires annuel de 58 M€ sur les marchés de la conserverie et des plats cuisinés appertisés. Les projections pour l'année en cours restent à affiner suite à la crise, qui a cependant débouché durant les premières semaines de confinement vers une hausse de la demande en conserves.

L'usine **Harry's** de Talmont-Saint-Hilaire, spécialisée dans la fabrication de pain de mie et de brioches, fait partie des cinq sites de la marque rachetée en 2007 par le groupe Barilla. La production de l'usine, qui emploie 320 employés, a augmenté de 25 % pendant le confinement.

Détruite par un incendie le 14 février, la fromagerie **Agrial** de Luçon, qui employait 130 salariés en CDI, sera reconstruite à horizon 2022. A l'occasion

de cette reconstruction, la coopérative va développer et spécialiser le site sur la fabrication de mozzarella, de 16 000 à 24 000 tonnes, en complémentarité avec la fromagerie d'Herbignac en Loire-Atlantique. L'investissement s'élèverait à une quarantaine de millions d'euros. Dès la rentrée de septembre, une reprise d'activité partielle est programmée dans une zone dédiée de l'usine, avec une trentaine de salariés. L'usine de mozzarella d'Herbignac a dû congeler la moitié de sa production faute de marchés dans la RHD. En contrepartie, Eural, branche laitière d'Agrial, a connu des hausses en **GMS** sur certains produits, dont la bûche de chèvre Soignon et le beurre, et une quasi-stabilité sur l'activité ultra-frais. Au global, Eural subira une perte de chiffre d'affaires et une baisse de la performance.

La troisième unité de production vendéenne du groupe **Brioches Fonteneau** (220 salariés), devrait être livrée prochainement. L'usine prévue sur 4 300 m² accueillera à l'Herbergement une zone de fabrication de 2 000 m², trois zones de stockage pour les matières premières, les produits finis et les palettes et des locaux techniques et sociaux. L'usine produira des brioches et des gâches. 25 emplois sont prévus au lancement de l'usine.

Le groupe **Atom Food** (160 salariés, 15 M€ de CA prévu fin 2020), renonce à la construction d'une usine de 3 500 m² de production de gaufres aux Achards. A la place, Atom Food acquiert un terrain d'un hectare aux Sables d'Olonne pour construire un espace de stockage de 800 m². En parallèle, le groupe crée la filiale Atom distribution afin de centraliser la commercialisation de tous les produits auprès des cafés, hôtels, restaurants et de la grande distribution. A côté de ses filiales Goulibeur et Gofrino, le groupe vendéen cherche à faire l'acquisition d'une troisième spécialité régionale. Par ailleurs, Atom Food développe son activité de restauration (acquisition de la Brasserie de Bellefois - 1,5 M€ de CA, 4 salariés - à Neuville-de-Poitou, production de glaces artisanales pour distribution dans les cafés, hôtels et restaurants de la côte vendéenne). Atom Food prévoit également le développement d'un concept de boutique Maison Van Luik. Le groupe, qui pensait atteindre un chiffre d'affaires de 20 M€ fin 2020 contre 10 M€ un an plus tôt et faire passer ses effectifs de 120 à 200 salariés, revoit ses objectifs à 15 M€ de chiffre d'affaires avec 160 salariés.

Liste des annexes à télécharger

Cotations des céréales et oléoprotagineux
Cotations fruits et légumes
Viticulture - Observatoire économique du Val de Loire
IPAMPA
IPPAP
Abattages des animaux (bétail, volailles et lapins)
Cotations animales (bétail, volailles, lapins et oeufs)
Livraison de lait et prix du lait

Ont participé à l'élaboration de ce document :

A la une : B. Jacquemin (direction) et P. Nénon (SRFD)

Contexte météorologique : A. Piha

Productions végétales : J.C. Bouhier, S. Emeriau, L. Faguet, P. Guérin, A. Kéters, S. Marchand, A. Piha, et A. Prudo (SRISE)

IPAMPA : O. Grosmesnil (SRISE)

Productions animales et commerce extérieur : O. Grosmesnil, O. Jean, B. Robert et V. Salaün (SRISE)

IAA : C. Berchon (SREAF)

Coordination : A. Piha (SRISE)

Agreste Pays de la Loire

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67 516 - 44 275 NANTES cédex 2
Tél. : 02 72 74 72 64 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr
Site internet : www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Yvan Lobjoit
Directrice de la publication : Claire Jacquet-Patry
Rédacteur en chef par interim : Olivier Jean
Rédaction : DRAAF - SRISE, direction et SRFD
Composition : Bénédicte Guy
ISSN 2725-7150 - Dépôt légal : à parution
© Agreste 2020

